

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 09/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISTAGRI

Z.I. Les Mourgues
Rue de l'avenir
30800 Saint-Gilles

Références : 2024-AR-Natech-Inondation
Code AIOT : 0006600711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2024 dans l'établissement DISTAGRI implanté ZI LES MOURGUES 932 rue de l'avenir 30800 SAINT-GILLES. L'inspection a été annoncée le 02/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En décembre 2003, le site de Saint Gilles, exploité à cette époque par le précédent exploitant De Sangosse, est inondé suites aux fortes pluies tombées sur la région les jours précédents qui ont entraîné plusieurs ruptures de la digue du petit Rhône.

Avertis de la situation par la gendarmerie, le personnel du site a eu le temps de remonter sur les racks en hauteur les produits les plus sensibles.

Suite à cet épisode, plusieurs mesures sont prises par l'exploitant dont certaines demandées par l'inspection.

Cette inspection a pour objet de faire un point, plus de 20 ans après, sur la prise en compte du risque inondation par la société Distagri.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTAGRI
- ZI LES MOURGUES 932 rue de l'avenir 30800 SAINT-GILLES
- Code AIOT : 0006600711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société DISTAGRI implantée sur la commune de Saint-Gilles exerce une activité logistique de stockage de produits de protection des plantes (phytopharmaceutiques) et de semences. Les principales opérations réalisées sur le site consistent en la réception, le stockage, la préparation et l'expédition des produits.

Les activités du dépôt relèvent du régime de l'autorisation sous le statut SEVESO Seuil Haut. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004.

La société DISTAGRI est une filiale à 100% du groupe Perret.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autres risques naturels	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 7.3.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inondation de 2003 est ancrée dans les mémoires du personnel du site notamment du chef de quai qui était présent et a décidé à l'époque de remonter les produits les plus sensibles sur les racks supérieurs.

Suite à cet épisode, les mesures envisagées par l'exploitant ainsi que les demandes de l'inspection ont été réalisées.

Le site est situé dans le secteur submergé qu'en cas de rupture de l'endiguement. La Direction des Risques Naturels (DRN) de la DREAL Occitanie sollicitée sur le sujet a indiqué que les réparations des digues endommagées ont été faites et un dossier a été déposé par le SYMADERM en 2022 pour la sécurisation générale des rives du Rhône. Le dossier est en cours d'instruction par les DREAL Occitanie (Rive droite) et PACA (Rive gauche). Les travaux devraient permettre de maintenir le site hors d'eau jusqu'à un débit du Rhône de 12 500 m³/s (crue 200 ans). Pour comparaison le débit du Rhône lors de la crue de 2003 était de 11 500 m³/s. Ces informations sont disponibles sur le site Internet du SYMADREM (<https://cartographie.symadrem.fr/>).

En attendant, coté Préfecture du Gard, le risque inondation est bien identifié et est pris en compte dans le Plan Particulier d'Intervention (PPI) du site dans sa version de 2022 (Cf. p10, 13, 30 et suivantes).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autres risques naturels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque inondation

Prescription contrôlée :

Les installations feront l'objet de dispositions préventives contre les conséquences d'une montée des eaux.

L'exploitant devra mettre en place des procédures visant à sécuriser le site en cas de montée des eaux.

Toutes les dispositions retenues devront être intégrées dans le Plan d'Opération Interne (POI) de l'établissement.

Pour les actions à mettre en œuvre, l'exploitant prendra en compte le niveau des plus hautes eaux connues majorées d'au moins 20 cm.

Constats :

L'ensemble des suites données à l'inondation de 2003 et mentionnées dans l'étude des dangers ont notamment été examinées lors de la visite d'inspection :

- Consignes de stockage : Les produits en poudre conditionnés dans des emballages en carton, plus sensibles à l'humidité, sont stockés sur les racks en hauteur, les produits liquides conditionnés dans des bidons en plastiques sont positionnés sur les racks inférieurs. L'exploitant a présenté la fiche réflexe référencée FR-SG-015 qui reprend les étapes à mettre en œuvre en cas d'inondation. **En complément, un repère visuel (crue 2003 + 20cm) au niveau des cellules de stockage pourrait être mise en place.** En cas de nécessité le site de St Gilles pourrait solliciter l'appui du site Distagri d'Arles, situé à 10km et disposant de 2 poids lourds et 3 fourgons, pour évacuer une partie du stockage. Le site d'Arles relève du régime de la déclaration; il peut accueillir des produits toxiques, inflammables et dangereux pour l'environnement. Selon l'exploitant, Distagri pourrait également faire intervenir un prestataire de transport situé à Garons dont le site est également à déclaration. **Il n'existe toutefois pas de contrat ou de convention d'intervention entre les deux sociétés. Par ailleurs, l'exploitant devra s'assurer qu'en cas de forte pluie l'accès au site de Garons est dégagé.**
- Prise en compte du risque inondation dans l'étude des dangers (EDD) : La version de l'étude des dangers datée de 2023 (cf remarques en fin de constat) prend en compte le risque inondation. C'était déjà le cas dans la version précédente de 2013. Le site est situé dans le secteur submergé qu'en cas de rupture de l'endiguement du petit Rhône. Le site n'a pas connu d'autre évènement de ce type depuis 2003. D'après l'exploitant des travaux de consolidation de la digue sont en cours.
- État des stocks : Sous réserve de disposer d'une connexion Internet, l'exploitant peut à tout moment transmettre cette information aux services d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées. La disponibilité des données est régulièrement vérifiée lors des exercices POI (Plan d'opération interne) et PPI (Plan particulier d'intervention).
- Nature des produits stockés : le site ne stocke pas de produit qui en réagissant avec de l'eau dégagerait un nuage toxique.
- Chaine d'information et d'alerte : Des échanges réguliers ont lieu avec la ville d'Arles et la préfecture qui selon l'exploitant ont bien identifié le site à prévenir en cas de montée des eaux. La chaine d'information en cas de crue est reprise dans le POI (Plan d'Opération

Interne). Les numéros de téléphone à utiliser en heures ouvrées et le numéro de l'astreinte sont mentionnés. Par ailleurs, l'exploitant s'est inscrit à l'alerte disponible sur Vigicrue.

- Mesures de maîtrise des risques (MMR) : L'exploitant a présenté la liste des moyens de maîtrise des risques référencé E-SMQ-DIS-3. Les MMR listées ne nécessitent pas d'actions préventives en cas d'inondation. Suite à un tel évènement, les racks devront être contrôlés (B8) ainsi que les murs et portes coupe-feu (B16).
- Système de gestion de la sécurité (SGS) : Le risque inondation est abordé (sans être explicitement mentionné) au niveau du paragraphe 4.4 Gestion des situations d'urgence et renvoie vers le POI.

Remarque : A noter que l'inspection n'avait pas connaissance de cette étude de dangers (EDD) 2023 jusqu'à la présente visite. Il est rappelé à l'exploitant qu'il est attendu pour cette année 2024 le re-examen quinquennal de l'étude de dangers du site de Saint Gilles conformément aux articles L. 515-39 et R. 515-98 du code de l'environnement. Pour cela, il est attendu comme précisé par l'avis du 8 février 2017 « relatif au ré-examen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut », la notice de ré-examen qui permet de présenter l'analyse de l'exploitant sur les 11 items précisés et de conclure sur la révision / actualisation de l'EDD en conséquence.

Type de suites proposées : Sans suite